

Questions orales

M. Blaikie: J'espère que le secrétaire parlementaire n'est pas en train de nous faire un numéro à la Ronald Reagan en essayant de nous faire croire que ces arbres ne poussent pas à cause du climat froid du Canada ou je ne sais quoi du genre.

LE PROCHAIN SOMMET ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, j'aimerais poser ma question au vice-premier ministre car il s'agit d'une importante question bilatérale entre le Canada et les États-Unis. J'estime respectueusement que c'est le gouvernement qui devrait y répondre, et non un secrétaire parlementaire.

Le gouvernement ne se rend-il pas compte que la question des pluies acides est aussi un des aspects du débat sur le bois d'oeuvre et un aspect très important des relations canado-américaines? Le gouvernement ne se rend-il pas compte que le Canada doit absolument forcer les États-Unis à intervenir sur la question des pluies acides? Quelles sont les intentions du gouvernement en matière de bois d'oeuvre et pour ce qui est de toute la grande question des revendications que le gouvernement canadien va présenter aux États-Unis d'Amérique lors du sommet d'avril?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, il est bien évident que le gouvernement prend très au sérieux le problème des pluies acides. Elles ont fait l'objet de discussions avec le vice-président des États-Unis la semaine dernière. Les pluies acides sont et demeurent une priorité de haut niveau. Nous avons fait part aux États-Unis de notre déception face à la lenteur avec laquelle ils s'occupent de ce problème. Je pense qu'ils ont parfaitement compris le message, et que la question va continuer à faire l'objet de discussions bilatérales, y compris entre le premier ministre et le président des États-Unis lors de leur rencontre d'avril.

LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES

M. Bill Blaikie (Winnipeg—Birds Hill): Monsieur le Président, le vice-premier ministre pourrait-il répondre à la question sur le bois d'oeuvre et nous dire si le gouvernement du Canada va essayer de fusionner ces deux questions lors des discussions avec les États-Unis. Il doit être très difficile de discuter de la santé de l'économie d'un secteur particulier sans discuter du contexte écologique de ce secteur. Les pluies acides ont de très graves répercussions sur la forêt. Le gouvernement va-t-il essayer de réouvrir les négociations sur le bois d'oeuvre en raison du problème des pluies acides, immédiatement ou lorsque le président Reagan se rendra en visite au Canada en avril?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le commerce sera aussi évidemment au premier rang de nos priorités dans les discussions que nous aurons, et dans les discussions bilatérales sur l'entente commerciale globale que nous souhaiterions

établir avec les États-Unis. Nous sommes très heureux que les Américains aient pris conscience de l'importance d'une telle entreprise, particulièrement les législateurs et le président.

Étant donné l'intervention du député, j'imagine qu'il commence à voir l'intérêt de ces négociations. Je pense qu'on pourrait effectivement relier ces deux aspects dans les discussions. Toutefois, cette question fait partie intégrante des très importantes discussions bilatérales en cours. L'un des aspects de ces discussions est le désir de voir le Canada et les États-Unis parvenir à une entente commerciale globale qui aurait d'heureuses répercussions pour les Canadiens, pour l'emploi et pour l'économie.

* * *

● (1130)

LES PÊCHES

L'ACCORD FRANCO-CANADIEN

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Hier, celui-ci a déclaré que les Terre-Neuviens étaient mécontents à cause d'une légère confusion au niveau des communications téléphoniques. Le vice-premier ministre devrait savoir que les Terre-Neuviens sont mécontents à cause du mauvais marché que le Canada a conclu avec la France. Le vice-premier ministre se rend-il compte que des excuses ne suffiront pas à faire accepter ce mauvais marché?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, hier, les députés d'en face ont insisté pour que je présente des excuses et j'ai fait savoir que je m'étais excusé. Je voudrais dire aussi que je me suis entretenu avec le premier ministre terre-neuvien, M. Peckford. Le ministre des Transports et de hauts fonctionnaires sont aujourd'hui à Saint-Jean de Terre-Neuve, si toutefois ils ont pu y atterrir en dépit de la tempête de neige, pour discuter de cette affaire et d'autres questions relatives au désir de régler un différend qui existait depuis de très, très nombreuses années. L'opposition a beaucoup critiqué notre méthode, mais les députés de l'opposition n'ont certes proposé aucune solution de rechange, sauf le Nouveau parti démocratique qui a proposé que nous partions en guerre.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT D'ANNULER L'ACCORD

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, le ministre des Transports a déclaré que ce marché n'était pas satisfaisant. Le premier ministre de Terre-Neuve n'approuve pas ce marché. Les pêcheurs terre-neuviens, dont le gagne-pain est menacé par ce marché, ne le trouvent pas satisfaisant. Le vice-premier ministre va-t-il veiller à ce que le gouvernement annule cette mauvaise entente diplomatique et la remplace par un accord qui sera jugé acceptable par les Terre-Neuviens et les Canadiens de la région de l'Atlantique?